



Congrès du Groupement des Services Publics et de Santé à LENS

## La Fonction Publique

### Lutter pour la défense des services publics, de l'emploi et du pouvoir d'achat

Les années écoulées depuis le dernier Congrès de l'Union Départementale Force Ouvrière à Arques, le 23 Mai 2003, auront encore été difficiles pour les fonctionnaires : coupes sombres dans les effectifs, régression des services publics, baisse du pouvoir d'achat, attaques contre le statut de la Fonction Publique. Les mots d'ordre du Gouvernement, durant cette période, auront été : économies budgétaires, culture du résultat quantitatif, réduction du rôle de l'Etat, au détriment de la qualité des prestations rendues et de l'égalité des citoyens devant le service public.

#### 1 - Les effectifs de la Fonction Publique, première variable d'ajustement budgétaire.

Depuis de nombreuses années, les effectifs de la Fonction Publique sont utilisés comme variable d'ajustement budgétaire et emblème de la réforme de l'Etat. Depuis 2003, la situation s'est aggravée.

4537 postes supprimés en 2004, 7392 postes supprimés en 2005 et 5318 postes supprimés en 2006, soit au total 17247 postes supprimés officiellement. Nos camarades de l'Education Nationale, mais il faudrait en citer d'autres, paient un lourd tribut à ce titre.

A ces chiffres de suppressions nettes d'emplois s'ajoutent tous les postes budgétaires laissés volontairement vacants.

Un débat, lancé depuis de nombreux mois, porte sur le remplacement ou non des départs en retraite. De nombreuses voix politiques s'élèvent pour proposer de tendre vers une réduction des effectifs qui se rapproche d'un remplacement sur deux seulement des départs à la retraite pendant les dix prochaines années. Or, les prévisions de départ futur en retraite tournent autour de 76 000 par an. Selon la dernière étude de l'Observatoire de l'emploi public (septembre 2005), 45 % des titulaires civils auront quitté la Fonction Publique de l'Etat d'ici 2015, le chiffre est de 38% et de 41% pour les fonctions publiques territoriale et hospitalière. Cela ferait 38000 postes supprimés par an et autant de jeunes qui verraient les portes de la Fonction Publique se fermer alors que les besoins en personnel, pour répondre de manière satisfaisante aux besoins exprimés par les citoyens, existent et que le chômage des jeunes est dramatique.

**Nous revendiquons une politique d'emploi statutaire qui corresponde aux besoins réels des citoyens.**

#### 2 - La réduction du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Les chiffres sont éloquentes :  
 2003 : 0% d'augmentation  
 2004 : 0,5% d'augmentation  
 2005 : 1,8% d'augmentation  
 2006 : 0,5% d'augmentation et un point d'indice uniforme  
 2007 : 0,8% d'augmentation au 1<sup>er</sup> Février

Entre le 1<sup>er</sup> Janvier 2000 et le 31 Décembre 2006 (cf comparatif ci-joint), la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires a été de plus de 7% et nous ne revenons pas sur les pertes des années antérieures à 2000...

Les fonctionnaires, dont les traitements ne sont pas mirobolants, ont donc de plus en plus de mal à gérer leur budget et doivent réduire leur consommation en tous domaines au détriment de la demande intérieure, du développement économique et de l'emploi, sachant par ailleurs que la hausse des prix, notamment des produits de première nécessité, est bien supérieure aux indices officiels.

Par la journée de grève et de manifestations du 8 Février 2007, qui se faisait l'écho d'autres grèves et manifestations menées en 2005 et 2006 notamment, ils ont exprimé leur ras-le-bol devant cette situation et ont marqué leur volonté de renforcer leurs actions si le Gouvernement ne les entendait pas et ne prenait pas des mesures sérieuses pour garantir le pouvoir d'achat des salaires et des pensions.

**Nous revendiquons le maintien du pouvoir d'achat des salaires et des pensions.**

#### 3 - Travailler plus et gratuitement

Comme tous les autres salariés, les fonctionnaires se sont insurgés contre la contribution en nature de 7h de travail gratuit décidée pour compenser les carences du Gouvernement en matière de gestion de crise et d'accueil dans les services de soins des personnes âgées et handicapées lors des événements climatiques exceptionnels de 2003. Une manière aussi de revenir sur les 35h que les hommes politiques en poste au Gouvernement n'avaient pas digéré. Eté 2003, lundi de Pentecôte, le sens de ces mots aura un peu changé pour les salariés...

**Nous demandons le retrait de cette mesure injuste qui frappe les salariés.**

#### 4 - La réforme de l'Etat

Les stratégies ministérielles de réforme, afin de satisfaire aux

contraintes du pacte de stabilité européen, la décentralisation avec les transferts de compétences et de personnels et les réorganisations qui en découlent, ont pour objectif de désengager l'Etat de ses missions au détriment des services rendus aux citoyens. Les transferts massifs récents de personnels de l'Equipement et de l'Education Nationale aux Départements et aux Régions et la réorganisation sévère des services locaux de l'Etat qui en résulte en sont l'exemple le plus récent. (personnels chargés des routes nationales et personnels techniques, ouvriers et de service des lycées et collèges).

**La Loi d'Orientation des Lois de Finances (la fameuse LOLF), outil essentiel de la réforme de l'Etat, conduit à remettre en cause le Statut Général des Fonctionnaires, à réduire leur nombre, à réduire les budgets et à accroître les pressions de toutes natures.**

Nous voyons ce que donne l'application de ces principes dans les Hôpitaux : déficits, accroissement des contraintes sur le personnel, services et urgences surchargés... Les efforts faits par les fonctionnaires dans l'évolution de leurs missions, leur technicité accrue, leur adaptation permanente, leur efficacité ne sont pas reconnus, au contraire on continue de les discrediter, alors que les sondages montrent que les français sont attachés à leurs services publics et reconnaissent la qualité du tra-

vail des fonctionnaires. Ils se rendent compte que les privatisations entraînent pour eux des coûts supplémentaires pour des prestations de moins bonne qualité, avec, parfois, une absence de services rendus à certains citoyens, souvent les plus en difficultés évidemment, ou à certaines parties du territoire où les bénéfices ne sont pas suffisants. Il faut y ajouter une mauvaise gestion des situations critiques faute d'une organisation et de moyens adaptés.

**Nous condamnons une réforme de l'Etat qui obéit essentiellement à une logique financière sans tenir compte des besoins réels de la population.**

#### 5 - Les actions communes public-privé

Cet exposé mérite d'être complété par le rappel de la très forte mobilisation des fonctionnaires, avec les autres salariés, au début de l'année 2006, contre le C.P.E. Les actions menées et les manifestations organisées ont abouti au retrait de ce dispositif inacceptable. La lutte pour la défense de la Sécurité Sociale aura également marqué durant cette période nos actions communes public-privé.

**Public-Privé, ensemble soyons plus forts pour faire aboutir nos revendications.**

#### 6 - La reconstitution de l'U.I.A.F.P.-F.O.

Afin de renforcer l'action des fonctionnaires, sous l'égide de notre secrétaire départemental Jean-

Baptiste KONIECZNY, nous avons lancé l'an dernier le processus de reconstitution de l'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique Force Ouvrière qui regrouperait la Fédération de la Communication (Poste et Télécommunications), la Fédération des Services Publics et de Santé (Communaux et Hospitaliers) et la Fédération Générale des Fonctionnaires (Etat et Département). Les statuts existants ont été remaniés afin de les rendre plus fonctionnels et adaptés aux réalités des trois fédérations. Le premier semestre 2007 sera consacré à la discussion de ces statuts au sein des Fédérations et si un accord se réalise rapidement à la mise en place de la structure qui devrait permettre des discussions efficaces et la préparation d'actions communes. L'élection d'un nouveau Président de la République, la mise en place d'un nouveau gouvernement, les élections locales prévues l'an prochain seront sans doute source de nombreux débats et de nombreuses réactions au sein de la Fonction Publique.

**Plus que jamais, l'unité, la vigilance et une grande réactivité, s'imposent au sein de nos organisations. Les fonctionnaires Force Ouvrière répondront, comme toujours, présents.**

